

Distr.
RESTREINTE

LC/MEX/R.884
18 Août 2005

ORIGINAL : FRANÇAIS

Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPALC)

**PAUVRETE ET STRATEGIES DE SURVIE DANS LES
QUARTIERS PRECAIRES DE L'AIRE
METROPOLITAINE DE PORT-AU-PRINCE**

Rapport focus group

Ce document a été élaboré par la consultante Dominique Mathon, dans le cadre du projet « Stratégies non conventionnelles pour le développement économique en Haïti » de la CEPALC qui a bénéficié de l'appui financier de la Fondation W. K. Kellogg. Ce document n'a pas été soumis à révision éditoriale et les opinions qui y sont émises sont de la responsabilité de l'auteur et peuvent différer de celles de l'Organisation.

TABLE DE MATIERES

	<u>Page</u>
I. LA DEMARCHE.....	1
II. LES PRINCIPAUX RESULTATS DES FOCUS GROUP.....	3
1. Cité Stinfor – Mariani : Un quartier en consolidation.....	3
2. Desermithe – Cérésier	8
3. Fort National.....	17
4. Descayettes.....	24
5. Cité l’Eternel et Cité Plus.....	29

I. LA DEMARCHE

1. Revue documentaire.
2. Enquête de terrain:
 - a) Elaboration de critères pour le choix des quartiers:
 - b) Observation de 6 quartiers.
 - c) Choix des quartiers pour la réalisation de Focus Group et identification d'informants clés.
 - d) Préparation d'un guide pour les Focus Group:
 - i) Situation générale du quartier.
 - ii) Stratégies individuelles et/ou collectives pour l'accès aux besoins de base.
 - iii) Solutions et recommandations.

II. LES PRINCIPAUX RESULTATS DES FOCUS GROUP

1. Cité Stinfor – Mariani: Un quartier en consolidation

Le quartier de Cité Stinfor-Mariani se trouve à cheval entre la Commune de Gressier et celle de Carrefour. Bien que dépendant administrativement de la Commune de Gressier, les habitants du quartier, dans leur pratique de tous les jours et pour la résolution de conflits, sont plutôt tournés vers la Commune de Carrefour¹ ou vers celle de Port-au-Prince.

a) Historique

C'est en 1992 que les gens² ont construit les premières maisons dans ces zones marécageuses. «Nous avons mis des remblais, des déchets de vétiver, des masses de fer, nous avons repoussé la mer pour construire». Les matériaux de fortune utilisés pour l'implantation première des maisons sont remplacés progressivement: «des maisons complètement en tôle sont maintenant en blocs».

Le quartier est en pleine expansion. Des gens continuent à s'y installer, à repousser la mer, malgré l'interdiction du CASEC³ de la zone.

i) Le processus de formation du quartier. Celui qui a «fait la terre»⁴ peut passer une petite parcelle à quelqu'un. Ce dernier peut payer de cinq mille (5 000) à quinze mille (15 000) gourdes⁵ pour une parcelle où il construira «une chambre». ⁶ La valeur du lopin dépend de la quantité de «remblais» et de sa localisation. Le prix d'un terrain situé dans une zone construite est plus élevé que celui se trouvant dans une zone de marécages.

Les constructions se font de manière anarchique. La zone n'est pas tracée, les corridors sont étroits. Seuls les plus compréhensifs acceptent de perdre quelques mètres de terrain pour laisser un «corridor⁷» où il est possible de circuler à pied sans se coincer.

¹ Limitrophe à celle de Gressier.

² Les gens venaient d'un peu partout: de cité Soleil où leurs maisons avaient été détruites pendant la période du coup d'État, de la province: Jacmel, Baintet, etc.

³ Conseil d'Administration de la Section Communale.

⁴ Expression utilisée pour expliquer le processus de remblayage du littoral pour en faire un lopin de terre «constructible». Cette pratique s'apparente à celle de terre-plein.

⁵ Entre US\$114,00 et 341,00 au taux de US\$1,00 = 44 gourdes.

⁶ Logement d'une pièce.

⁷ Couloir étroit qui sert d'axe de circulation piétonne au sein d'un quartier.

ii) La construction du logement. On fait l'acquisition du sol. Deux manières de procéder existent dans le quartier: achat d'un terrain déjà préparé ou préparation d'une parcelle tel que décrit antérieurement.

Par la suite, on achète du sable⁸ qui est déposé à l'entrée du quartier, au bord de la grande route (Route Nationale 2), car les véhicules ne peuvent pas pénétrer dans le quartier. Il n'y a pas de routes voiturables. Le sable est levé par brouette ou *bokit*⁹ pour y être transporté sur le terrain. Les blocs sont fabriqués sur place ou achetés dans la zone. Des matériaux tels que le ciment et le fer sont achetés. La construction peut être progressive, par conséquent s'agrandir graduellement en fonction des moyens financiers du propriétaire. D'autres construisent d'abord avec des matériaux de récupération (tôle) murs et toiture, puis lorsqu'ils ont des ressources, ils entament leur remplacement par une construction en dur.

Ceux qui construisent n'ont accès à aucun crédit pour la construction. «Personne ne vous prêtera de l'argent pour construire ici».

La construction d'une petite pièce (4 m par 3 m approximativement) peut coûter au total, en incluant la préparation du sol, les fondations,... et la toiture en tôle, cinquante mille gourdes, soit plus de mille dollars américains.

iii) Profil des Habitants de la Zone. Les habitants de la zone s'adonnent à des activités diverses. On y retrouve un grand nombre de pêcheurs et de maçons. Nombreux sont aussi ceux qui pratiquent un petit métier: ferrailleurs, ferblantiers, etc., ou qui sont portefaix. Certaines femmes s'adonnent au petit commerce, d'autres travaillent comme femmes de ménage, etc.

Les gens se débrouillent; quelques-uns d'entre eux ont plusieurs petits métiers et se consacrent parfois au commerce. D'autres tirent leur revenu de l'affermage d'une petite pièce qu'ils ont construite dans la zone.

Les femmes des pêcheurs commercialisent parfois le poisson. On trouve aussi des «médecins feuilles»,¹⁰ des sages-femmes, des *hougans*.¹¹

Il y a aussi beaucoup de chômeurs qui vivent au jour le jour, comptant parfois sur la solidarité d'un parent, d'un ami, d'un voisin, etc.

b) Les Stratégies pour l'accès aux services

Nous avons fait plusieurs tentatives pour créer une organisation. A plusieurs reprises, nous avons tenté de nous regrouper pour faire face collectivement aux problèmes d'eau, d'électricité, de latrines, etc. Ces tentatives se sont révélées vaines. Après les premières réunions,

⁸ Lors des averses, on ramasse le sable et les graviers apportés par les eaux. On les utilise dans la construction des maisons.

⁹ Mot créole pour seau.

¹⁰ Médecins traditionnels.

¹¹ Prête du voodoo.

ou lorsque nous prenons des initiatives qui exigent une participation concrète des gens (cotisation, temps, force de travail), ils désertent. Il n'existe actuellement aucun comité dans la zone.

i) Eau. A Cité Stinfor, il n'y a pas de système d'adduction d'eau potable, il n'y a ni fontaine publique, ni réservoir, ni château d'eau. Nous puisons l'eau de Ti Source, située à environ trente (30) minutes de marche du quartier. Il faut consacrer environ une heure et demi à deux heures pour aller à Ti Source, puiser l'eau et revenir avec. L'affluence y est parfois nombreuse; l'eau y est gratuite. Nous allons aussi à la «Cité de la Banque» —où il y a un puits— pour nous approvisionner. On pourrait aussi prendre l'eau à Macom,¹² mais c'est un peu plus loin que **Ti Source**. Macom est de plus, trop souvent, le théâtre de bagarres. Certains particuliers ont leur puits où ils tirent une eau de très mauvaise qualité. C'est surtout les femmes qui vont puiser l'eau. Les hommes collaborent aussi à cette activité.

Nous utilisons cette eau (l'eau **Ti Source**) parce que nous n'avons pas le choix. Parfois l'eau est sale; des gens se baignent nus à **Ti Source**, et l'eau de leur bain se mélange à l'eau que nous emportons. Il y a des latrines en amont de la source. L'eau qui y sort peut par conséquent provoquer de graves maladies.

Avec l'eau de **Ti Source**, nous préparons de la nourriture, nous nous baignons, faisons la lessive,¹³ etc. Nous buvons aussi cette eau.

La capacité de stockage des gens est faible. Ils vont donc puiser l'eau tous les jours. Des foyers de 6 à 8 personnes consomment moins de 20 gallons d'eau en moyenne par jour.

ii) Electricité. Le courant devient privé, selon un participant. Pour illustrer, il raconte: si le transformateur d'un quartier tombe en panne, ce sont les gens eux-mêmes qui sont obligés de cotiser pour le faire réparer. L'Electricité d'Haïti (EDH) réclame de fortes sommes pour intervenir.

Dans cette cité, moins de dix maisonnettes sont connectés au réseau de l'EDH. L'installation d'une prise peut coûter deux mille cinq cents (2 500) gourdes à un groupe désirant entrer un câble. L'EDH, pour sa part, exige mille cinq cents (1 500) gourdes pour un compteur.

Dans la zone il y a un particulier qui donnent des *prises*,¹⁴ On doit payer cinquante (50) gourdes par mois pour cette prise.

Ceux qui n'ont pas d'électricité, utilisent des chandelles et du gaz kérosène pour les lampes. Pour une soirée, on utilise deux ou trois chandelles coûtant chacune trois (3) gourdes.

¹² Source captée sur le littoral et gérée par un particulier.

¹³ Parfois nous allons faire la lessive à **Ti Source**.

¹⁴ Branchement illégal sur le réseau de EDH.

iii) Téléphone. Il n'y a pas de téléphone dans le quartier. Les démarches auprès de la Téléco n'ont pas abouti. Pour avoir un téléphone d'une compagnie privée,¹⁵ il faut payer en dollars américains.

iv) Education. Beaucoup d'enfants et de jeunes ne vont pas à l'école dans le quartier. Un prédicateur du quartier ayant tenté d'ouvrir une petite école explique: «Il y a beaucoup de *petits vagabonds* qui peuvent constituer un danger pour la société de demain, s'ils ne sont pas éduqués. En 2001, nous avons pris l'initiative d'ouvrir une petite école. Nous avons réuni les gens pour leur parler du projet. Lorsque nous avons commencé les travaux pour rendre le local accessible (en construisant une petite route en terre dans les marécages qui donnent accès à l'école) personne n'a contribué. Lorsque l'école a commencé à fonctionner nous n'avons eu que neuf élèves comme effectif alors que, parallèlement beaucoup d'enfants du quartier passent la journée à courir dans la *savane*.¹⁶ Malheureusement, les parents des élèves inscrits ne payaient pas la cotisation de deux-cent cinquante gourdes (250) réclamées pour l'année.¹⁷».

«De plus, ces parents et les élèves étaient ironisés par d'autres, parents, *vagabonds* et petits délinquants, qui minimisaient notre petit établissement trop proche d'eux».

«Les gens pensaient, ajoute un autre participant, que dans une petite école sans infrastructure, située dans le milieu, on ne pouvait pas apprendre des choses sérieuses».

v) Santé. Il n'y a pas de centre de santé de proximité. Quand nous avons des problèmes de santé, nous allons au centre de Carrefour. Parfois les gens fréquentent un centre de santé situé à côté du Lambi Night Club. Un autre petit centre du côté de Marie Jeanne offre des services de santé gratuits aux enfants. En face de Mariani 1, Miss Maggy reçoit des gens pour tous types de problèmes de santé. Aux différents centres de santé les services offerts laissent à désirer. Les gens pratiquent aussi l'automédication et vont chez les médecins feuilles (guérisseurs traditionnels).

vi) La gestion des ordures. Les fatras sont jetés un peu partout, dans des terrains vagues, dans les marécages, dans la mer. Les camions ne s'arrêtent jamais dans ce quartier pour collecter les ordures.

vii) Drainage. Quand il y a des averses, la zone est complètement inondée. Il n'y a aucune canalisation. A chaque averse, l'eau provenant des mornes d'en face, et de Carrefour, se déversent sur nos maisons. L'avalanche provient du cimetière de Carrefour, un peu plus loin du Juvénat Collège. La clôture construite pas les sœurs dévie l'eau de sa trajectoire. Nous en subissons les conséquences.

viii) Latrines. Seulement quelques maisons qui se trouvent près de la route nationale ont des latrines.¹⁸

¹⁵ Référence aux compagnies de téléphonie cellulaire.

¹⁶ Manière de qualifier les terrains vacants du quartier où les enfants s'amuse.

¹⁷ L'école avait les trois premières classes primaires.

¹⁸ Les latrines sont en fait un petit trou creusé dans le sol (l'eau étant proche de la surface) surmonté d'un coffre en ciment. Le coffre devra recevoir les excréments.

Les gens, dans leur grande majorité, font leurs besoins à même le sol tout près de la mer. Les gens vont à la selle au grand jour, sans se mettre à l'abri des regards, sans aucune gêne. L'année dernière (2002) un groupe de nouveaux locataires a pris l'initiative de réunir les gens pour la construction de plusieurs latrines.

Une autre initiative a été prise à la fin de l'année 2002. Les gens se sont réunis. Une cotisation de cinquante (50) gourdes a été sollicitée à chacun des participants à la rencontre pour la construction de latrines dans la mer et l'aménagement d'une allée avec des pneus usagés pour y accéder. Mais personne n'a cotisé comme prévu.

Un particulier a construit une latrine qu'il laisse accessible à tous. Malgré tout, il y a des gens (filles et garçons) qui continuent à faire leurs besoins au bord de la mer.

ix) Loisirs. Il n'y a aucun équipement collectif, aucune infrastructure de loisir, à part un gaguère. Pour certains, la seule distraction qui existe c'est l'église. Les jeunes ont une chorale à l'église. «Parfois on joue aux cartes ou au domino».

c) **Les stratégies de survie**

i) Les arlequins: une solution à la cherté de la vie. Beaucoup de gens ne mangent que parfois. Une dame a témoigné qu'elle en est à son deuxième jour sans repas et que cela lui arrive souvent.¹⁹ Rares sont ceux qui mangent plus d'une fois par jour.

Avec le coût de la vie, il devient difficile de préparer un repas, *manje sèl*, chez soi. Ainsi on a recours aux *arlequins*.²⁰ Ces derniers sont vendus le matin à cinq (5) gourdes, sept (7) gourdes. Une famille de sept (7) personnes peut acheter deux ou trois plats d'arlequin, qu'elle partage entre eux tous. Ceux qui travaillent en ville ou dans la rue se débrouillent pour goûter (manger) quelque chose dans la rue. Parfois, ils ne peuvent rien offrir à leur foyer.

Pendant la saisons des récoltes de l'arbre véritable, de maïs, de mangues, d'avocats, soit durant les mois d'Août, Septembre, Décembre, les gens du quartier mangent mieux. "Quand ça va mieux en province, ça va un peu mieux ici".

ii) Des loyers élevés pour un toit de masure. Près de la Route Nationale, les pièces sont affermées à deux mille gourdes (2 000) pour six mois. Près de la mer on peut trouver une petite pièce pour mille deux cent cinquante (1 250) gourdes ou mille cinq cents (1 500) gourdes si les murs sont en blocs. Si les murs sont en tôle ou avec d'autres matériaux de récupération, le loyer est de sept cent cinquante (750) gourdes.

La petite pièce est affermée sans aucun service: pas d'eau, ni d'électricité, ni de canalisations, ni de latrines, ni de cuisine, ni de douche. Le parquet est le plus souvent en terre. Pendant les saisons pluvieuses, l'eau apparaît sous la maison (*dlo a souse nan kay la*).

¹⁹ Quand on n'a rien à manger, on se met un grain de sel dans la bouche.

²⁰ L'arlequin est en fait un petit plat de "ri kole ak pwa" (riz et pois) avec un peu de légumes.

Il faut noter que même lorsque le parquet est en terre, des enfants et des adultes dorment à même le sol.

Les locataires ne paient pas régulièrement le loyer. Après avoir versé les six premiers mois, ils se plaignent de ne pas pouvoir payer à temps, laissent passer le temps. Ils passent 6 autres mois sans payer et finalement se voient obligés de partir, parfois sous la pression du propriétaire.

iii) La médecine traditionnelle: une porte de sortie. Les gens se rendent chez un médecin après avoir essayé de résoudre eux même leurs problèmes de santé. Parfois ils vont chez un *médecin feuille* ou un *hougan*. Ils disent que dans les centres de santé, il faut payer non seulement la consultation, mais aussi les examens médicaux et faire face aux prescriptions.

Face à un cas (mortalité/accident/maladie): Face à un cas, on n'obtiendrait qu'une solidarité verbale. On ne peut s'attendre à aucun appui, voire à un prêt.

iv) L'insécurité. Ce n'est pas grave dans cette zone. C'est un quartier plutôt calme certes, mais il y a des petits coquins.

d) Propositions et recommandations

Nous devons nous réunir pour discuter de nos problèmes et faire entendre notre voix collectivement. Nous pourrions former un comité qui servirait d'interlocuteur entre la communauté et l'État.

Cette réunion a été importante pour nous. Elle nous a permis de mieux nous connaître. Ce serait intéressant que nous puissions continuer à nous réunir.

Notre espoir: Que notre vie soit meilleure.

2. Desermithe – Cérésier

Le quartier de Désermithe – Cérésier se trouve dans la commune de Pétion-Ville, sur les piedmonts du Morne l'Hôpital, proche d'une zone «non aedificandi». Quartier relativement ancien situé sur de fortes pentes et à proximité d'une ravine, il connaît une expansion récente.

a) Historique

«Mon père a vécu ici depuis 1953. Il n'avait pas de proches voisins».

C'est au cours des années 70 que les gens ont fait les premières constructions dans la zone.²¹ Les terres des zones réservées,²² plus haut, dans les mornes, n'ont été envahies que pendant la période du coup d'État, particulièrement en 1991/1992 par des gens de Cité Soleil et du Bel-Air qui fuyaient ces quartiers alors à très haut risque, à cause de la répression militaire. Ces gens se sont installés en groupe. En quelques jours seulement ils ont construit des centaines de maisonnettes dans les mornes. La stratégie consistait à mettre l'Organisme de Sauvegarde et d'Aménagement du Morne l'Hôpital (OSAMH) devant le fait accompli. Certaines personnes bâtissent une maisonnette en une nuit et s'y installent immédiatement. Les premières maisonnettes érigées étaient en matériaux de fortune: tôle, bois, *tach* (palmier). Au fur et à mesure ces maisonnettes sont remplacées par d'autres en blocs.

b) Un quartier à problèmes et à risque

En 1996, une famille entière a disparu sous la terre lors d'un éboulement, suite à une forte pluie. Au cours de l'année 2000, lors d'un glissement de terrain, la terre a englouti une autre famille.

«Tous les problèmes sont de numéro 4». ²³ L'environnement s'est totalement dégradé. Tous les arbres ont été sauvagement abattus, surtout au cours des quinze dernières années.

Des maisons sont construites de manière anarchique en haut. Il n'y a plus d'arbres, plus de mur sec pour retenir les eaux; quand il y a des averses, les remblais descendent et engloutissent des constructions qui se trouvent en bas. Ainsi, au cours des dernières années, plusieurs maisons de Cérésier ont été détruites par les eaux ²⁴ et englouties sous la boue, les remblais et autres déchets. Un des participants au Focus Groupe a perdu sa maison dans ces conditions et habite maintenant avec ses parents chez une voisine, dans une petite pièce.

Plus de 10 marches d'escaliers conduisant à des maisons situées sur le flanc de la montagne sont sous terre maintenant. Les remblais montent à plus de quatre mètres et transforment les maisons en souterrain dans les ravines.

La famille ACRA a fait élever une grande clôture sur ses terres limitrophes à Cérésier et Desermithe; ce qui dévie les eaux de leur trajectoire. Ces eaux détruisent les quartiers populaires.

«Lorsque la pluie tombe et que les eaux descendent, le quartier est inaccessible. Si on est dehors, le soir quand il pleut on doit rester à la merci des diables».

²¹ Jusque dans les années 70, il y avait une «raque» (beaucoup d'arbres) ici où vivaient des diables.

²² Les terres situées dans les hauteurs (Desermithe) appartiennent à l'État et sont occupées par les gens, alors que les terres d'en bas (zone de Cérésier) sont la propriété de la famille MÉRILUS. Ces terres y compris le fond des ravines, sont affermées aux gens.

²³ Référence portant sur le degré de gravité des problèmes tel qu'indiqué dans un questionnaire aux participants.

²⁴ Des décombres de plusieurs maisons détruites sont visibles dans la ravine.

i) Profil des habitants. Les hommes sont occupés dans différents secteurs d'activités:

- Des portefaix qui transportent du sable sur leur tête pour la construction (seulement 10 à 15);
- Des ferrailleurs (les affaires ne marchent pas, on trouve rarement quelque chose à faire.
- «Je suis sculpteur, rien ne marche pour moi, je n'exerce plus ce métier» affirme un participant. Il y a beaucoup de maçons: ils font des *djob* individuellement, travaillent sur les chantiers etc.
- Les femmes se retrouvent dans deux activités principales:
 - Certaines font un petit commerce
 - D'autres travaillent comme femmes de ménage.

Certaines personnes ont un *demele*,²⁵ d'autres une banque de borlette...

Certains propriétaires tirent un petit revenu de l'affermage d'une ou de plusieurs pièces, les locataires étant généralement de mauvais payeurs, ce revenu n'est cependant pas garanti. La majorité des gens sont au chômage.

c) **Les Stratégies pour l'accès aux services**

Eau. A Cérésier, seulement deux maisons «ont des tuyaux»;²⁶ mais l'eau «n'arrive» pas, du moins, dans une des deux maisons l'eau arrive, mais rarement. Le propriétaire de l'autre maison qui est également directeur de l'école secondaire du quartier, se plaint du fait que son tuyau ait été piraté en bas, ce qui l'empêche d'avoir de l'eau.

Ces deux habitants qui ont leur tuyau raccordé au réseau de la CAMEP ont dû consentir de grands débours pour acheter de longs tuyaux et faire les frais de connection. La CAMEP n'a jamais répondu aux appels de la population de cette zone qui demande que son réseau lui soit accessible.²⁷ Les participants de Cérésier estiment que la possibilité d'y accéder existe puisque Pétion-Ville qui se trouve plus haut est connecté au réseau. De plus, certains habitants de Desermithe ont des prises clandestines dans le réseau qui passe dans les mornes.

Un particulier possède un réservoir d'eau alimenté en eau de pluie pendant la saison pluvieuse en plus de l'eau de la CAMEP qu'il reçoit parfois. Certains habitants du quartier s'approvisionnent en bas, dans un *miron* et dans des conditions de grande insalubrité. L'eau tirée dans ces conditions est parfois très sale. «Nan mwens pase yon jounen dlo sa a ka kale tout kalite bèt».

Le seau d'eau, parfois de l'eau de pluie, se vend à trois (3) gourdes.

²⁵ Mot utilisé en créole pour désigner une activité économique commerciale de survie.

²⁶ Sont raccordés au réseau de distribution d'eau potable de la Centrale Autonome Métropolitaine d'Adduction d'Eau Potable (CAMEP).

²⁷ Ils estiment qu'ils sont méprisés par la CAMEP et par les autorités en général.

i) Electricité. Nous pourrions avoir accès à l'électricité à Desermithe et à Cérésier. Les câbles de haute tension passent tout près. Cependant la situation réelle est la suivante:

- Le transformateur qui alimente le quartier est presque toujours en panne. Il nous arrive souvent de passer plus d'un an sans avoir de l'électricité.
- Le "Breaker" de la zone a été volé par des gens de l'EDH même. Ils sont venus en Pick-Up de l'EDH et l'ont volé.

A Cérésier beaucoup de maisons ont des compteurs tandis qu'à Desermithe les prises clandestines sont plus généralisées (mais il y a rarement de l'électricité).

A défaut d'électricité, les gens utilisent des bougies et des lampes, ce qui peut provoquer un incendie. Les écoliers vont étudier à la station d'essence la plus proche. Ils sont parfois chassés par les responsables de ces stations.

ii) Téléphone. Dans le temps il y avait 3 téléphones (3 lignes) de la Téléco dans le quartier. Ces lignes ne fonctionnent plus. Actuellement, il y a, pour toute la zone de Desermithe et de Cérésier, une cabine téléphonique de la Haitel,²⁸ installée dans un établissement scolaire. Seuls ceux qui peuvent acheter une carte de la Haitel peuvent y avoir accès. Cependant, à cause du problème d'électricité, le système de la Haitel —qui a besoin de l'énergie électrique— ne fonctionne pas.

iii) Circulation/Route à l'intérieur du quartier. Il y a une seule voie, impraticable en saison pluvieuse, la rue Ménilus. Il n'y a que d'étroits corridors qui vont dans tous les sens et des escaliers.

iv) Santé. Selon les participants, il n'y a aucune structure hospitalière (hôpital, centre de santé, dispensaire) à Flipo, Desermithe et Cérésier.

Les habitants utilisaient le Centre de Santé de Pétiion-Ville. En 2002, ce dernier a disparu sous les flammes; depuis lors, les habitants sont livrés à eux-mêmes.

Les participants disent que le centre de Débrosse est trop loin de Desermithe/Cérésier. L'Hôpital Croix Verte des Petits Frères et Petites Sœurs ne reçoit que des enfants dont l'état de santé est très grave, "mourant", selon les participants.

Aucun des participants présent ne connaît le petit centre "Kay sante Fanm" situé à moins de 400 mètres de Cérésier. Les gens se plaignent du fait que le centre ne reçoit que d'autres cas.

v) Education. Dans le quartier il y a depuis 3 ans une école secondaire privée (de la 6^{ème} à la Philo) qui n'a qu'un effectif de 47 élèves. Il y a l'école Communautaire du pasteur (cycle primaire) et d'autres petites écoles primaires.

vi) Crèche/Garde des enfants. Il n'y a pas de crèche. La garde des enfants est soit assurée par la mère, soit par un parent qui vit dans la maison. Parfois l'enfant doit rester seul: un

²⁸ Compagnie de téléphonie cellulaire et de téléphone fixe.

voisin, de temps à autre, jette un coup d'oeil. Certains enfants restent tout bonnement seuls à la maison.

vii) Logement. La grande majorité des familles vit dans une seule petite pièce. Les foyers ont entre 6 et 8 personnes, estiment des participants. Plus de la moitié des gens qui vivent dans la zone sont propriétaires de la maison qu'ils habitent. Certains ont des locataires.

La petite pièce en bloc couverte de tôle est affermée entre deux mille cinq cents et trois mille gourdes pour 6 mois. La petite pièce complètement en tôle est affermée à Desermithe à sept cent cinquante gourdes pour 6 mois.

La grande majorité des maisons de Desermithe n'ont ni salle de bain, ni cuisine. Certains n'ont même pas de latrines.

viii) La Vie Communautaire. Actuellement, il n'existe aucune association, aucun groupement à Cérésier. Dans le temps les habitants se regroupaient au sein du KAT (konbit tèt ansanm).

Le KAT sensibilisait les gens sur les problèmes du quartier, faisait le nettoyage et réalisait les travaux d'élargissement de la rue Mérilus, unique voie de pénétration de la zone. Cette rue n'est pas praticable pendant la saison pluvieuse.

Avant le KAT, il y avait une association qui s'occupait de l'assainissement du quartier. Cette association avait même le projet de créer une école.²⁹ Faute de moyens, elle a abandonné cette idée qui, par la suite, a été reprise de façon individuelle par un pasteur.

Quelques jeunes sans succès essaient de faire du théâtre. Un comité de quartier avait aussi construit (avec la cotisation des habitants de Cérésier) quelques escaliers.

ix) Gestion et collecte des déchets. Les gens du quartier jettent les fatras dans les ravines et les brûlent. Les fatras qui sont jetés dans les mornes de Desermithe sont soit brûlés, soit évacués avec les eaux de la pluie, en saison pluvieuse.

Dans la ravine tout près de la route de Canapé-Vert, les gens viennent de partout déverser leurs déchets. L'administration communale, du moins les chauffeurs des "camions de fatras" de la municipalité, utilisent aussi la ravine comme lieu de décharge. Toute sorte de déchets y sont jetés: cadavres, déchets en plastique, chien mort etc. Les habitants du quartier sont parfois obligés de mettre le feu à ces tonnes d'immondices. Les ordures obstruent le passage de l'eau qui, lors de fortes averses, envahit la chaussée.³⁰

Les camions de la Commune ne collectent jamais les ordures du quartier. Nous vivons dans un quartier pollué: les ordures entassées dans la ravine sont malodorantes, la fumée des détritrus nous empêche de respirer et salit nos habits.

²⁹ Nombreux sont les enfants de la zone qui ne peuvent pas fréquenter l'école.

³⁰ La Route du Canapé Vert, une des deux voies reliant Pétion Ville à Port-au-Prince.

x) Latrines. Beaucoup de gens vont à la selle dans les ravines ou sous le pont, sous le regard des habitants (du quartier) et des passants. Beaucoup de maisons n'ont pas de latrines. Certains foyers utilisent des latrines communes. Certaines personnes vont dans les latrines d'un voisin. Il n'y a aucune latrine publique; il y en avait une dans le temps. Il y a des maisons qui ont leurs propres latrines aussi.

Un participant soutient que les gens du quartier qui se respectent ne vont jamais à la selle sous le pont ou dans les ravines. Ce sont surtout les gens qui vivent dans la *galèt*³¹ qui font leur besoin à la vue de tous.

Une ou deux maisons disposent de toilettes modernes (WC), mais la rareté de l'eau fait qu'elles soient dysfonctionnelles.

xi) Loisirs. Il n'y a ni terrain de football, ni terrain de basket, ni place publique. Les gens ne s'amuse presque pas. Certains consomment des boissons alcoolisées pour passer le temps. Il y a trois *gagè*³² dans le quartier.

Occasionnellement nous faisons de la musique. A Desermithe, on peut s'amuser parfois dans un petit restaurant «Chez Loulouze».

A cause du problème d'électricité, dès 8 heures du soir on est dans un quartier mort.

xii) Insécurité. Il n'y a que des petits voleurs du quartier. Ces voleurs s'attaquent aux petits commerçants volent leurs marchandises. On vole les cabrits, les cochons, les poules qui sont gardés dans les ravines.

Parfois nous trouvons des cadavres près de la route sans que nous sachions qui a pu les déposer là.

On n'a pas vraiment entendu parler de cas de viol dans le quartier.

d) Les stratégies de survie

i) La construction des logements. Dans la zone de Desermithe, la plupart des gens utilisent le sable tiré des propriétés de M. ACRA. D'autres achètent le sable.

A Cérésier, les gens achètent en général le sable de Laboule. Certains utilisent les remblais³³ jetés dans les ravines pour construire leur propre maison.

Dans certains cas, les *bòs* sont payés, dans d'autres une *konbit* est organisée. Dans ces cas, on donne à manger, on fait un repas et tout le monde travaille. On s'entraide.

³¹ Ravine.

³² Lieu où se déroule les combats de coq.

³³ Remblais et autres matériaux de récupération pour construire cette maison, il détruit alors la maison complètement en tôle.

Parfois on invite un *bòs* à faire une partie de la construction chaque fois qu'on arrive à se procurer quelques matériaux et qu'on dispose de l'argent pour payer le *bòs*.

Une participante témoigne: «ça fait plus de 15 ans, depuis 1988, que je construis une pièce de maison. Chaque fois que c'est possible, j'achète un sac de ciment, des blocs, du sable, etc. Avec la flambée des prix des matériaux —le sac de ciment se vend à 225 gourdes— je ne peux pas continuer la construction». Avec le coût des matériaux, il y a moins de construction dans la zone maintenant.

Certains construisent en tôle et en bois. Ils s'installent dans la maison, puis ils l'entourent de blocs.

Ceux qui construisent reçoivent difficilement des prêts. Ceux qui en reçoivent doivent payer plus de 20% le mois. Un jeune raconte: «ma mère avait construit 3 petites pièces de maison. La maison a été détruite par les eaux.³⁴ Ma mère s'était endettée pour faire la construction. Nous sommes obligés de cotiser avec d'autres familles sinistrées pour louer une maison. Nous sommes maintenant treize personnes de plusieurs familles à cohabiter dans une petite pièce».

ii) Les loyers: un casse-tête. La plupart des locataires sont de mauvais payeurs, estime un participant propriétaire. Cette position a été soutenue par les autres participants.

Certains locataires paient les six premiers mois, ils s'installent dans la maison et passent plus d'un an sans rien verser à nouveau. Quand on leur demande de payer, ils vous racontent des histoires. Quand on leur demande de vider les lieux, ils réclament un délai de 3 mois, etc.

D'autres locataires *empilent* beaucoup plus de gens que prévu dans une petite pièce.³⁵

Plusieurs personnes s'associent pour louer une petite pièce.

iii) La solidarité: une pratique encore présente. Certaines victimes d'inondations, qui ont vu leur maison détruite, ont été accueillies par des voisins.

Une participante affirme loger chez elle plus de 8 personnes dont la maison a été détruite. Pourquoi tu es solidaire? «Ce qui lui arrive aurait pu m'arriver aussi. Par sensibilité, parce que Dieu le veut».

Cette solidarité n'est cependant pas automatique. Elle dépend, entre autre, du degré d'amitié entre les gens.

Beaucoup de victimes ont dû faire face seules à leur problème.

³⁴ Les décombres se trouvent au fond de la ravine.

³⁵ Ou bien l'un héberge l'autre, ou bien ils cotisent pour payer.

e) Manger... parfois

Plusieurs participants disent n'avoir rien mangé depuis le matin.

Certains pensent que «les femmes de ménage mangent quelque chose dans les maisons où elles travaillent. Parfois elles apportent quelque chose chez elles»

Les gens consomment beaucoup de *aleken* et de *fritay*.³⁶

«Le matin je donne un peu de café et du pain aux enfants qui vont à l'école. Quand ils reviennent, souvent je n'ai rien à leur offrir» affirme une participante.

Pourquoi les gens consomment plus d'*aleken* et de *fritay*? «Le coût de la vie. Ils n'ont pas assez d'argent pour cuisiner».

Dans un foyer de 6 ou 7 personnes, on peut acheter deux (2) ou trois (3) plats qu'on partage (ensemble).

Solidarité par rapport à la nourriture —«Parfois lorsque j'ai faim et que ma maman ne peut rien faire pour moi, c'est une voisine qui me donne à manger». Cette forme de solidarité est— elle courante dans cette zone? Non! répondent en chœur les participants.

«Chacun doit nager seul pour sortir». «Les gens ne peuvent pas être solidaires car ils ont beaucoup plus de responsabilités avec soit le même revenu qu'ils avaient avant, soit avec un revenu inférieur».

Parfois avec 10 gourdes on achète 5 pains et 2 gourdes de sucre, il ne reste rien pour un citron. «Beaucoup de gens mangent comme ça».

Beaucoup de gens passent toute la journée sans rien prendre et vont se coucher «comme ça».

Y a t-il des gens qui reçoivent de la nourriture de la province? «Ils sont très rares, très, très rares³⁷».

Un participant qui reçoit quelque chose presque chaque mois. Au cours des saisons sèches on reçoit très peu. Par contre, en décembre, je reçois un peu plus: de l'igname, du «pois congo».

Transfert de l'étranger.

Aucun participant n'en reçoit. Ils ne sont pas au courant de cas de transferts d'argent au bénéfice des gens du quartier.

³⁶ Variété de repas chaud acheté de restaurateurs informels (marchann manje kwit ou machann fritay).

³⁷ Les gens disent n'avoir pas d'attache en milieu rural, bien qu'ils y en soient originaires. Ils disent ne rien recevoir en général, sauf exception.

Si on ne travaille pas, n'y a-t-il aucun moyen d'avoir un peu d'argent?
On peut gagner à la «borlette»

Certains vont dans les *gagé* et font des «gages» (pari). Ce sont des gens fraîchement venus du milieu rural qui y vont.

f) Solidarité en cas de mortalité

Parfois l'affligé peut recevoir de quelqu'un une marmite de sucre, d'un autre un gallon de clairin pour la veille. Pour les obsèques parfois le parent doit faire des prêts. Les gens les plus respectables et les anciens peuvent recevoir plus facilement du secours, mais on n'abandonnerait personne complètement à son sort.

g) Propositions et recommandations

D'après vous, quels problèmes devraient être résolus prioritairement et comment pensez – vous qu'ils pourraient être résolus?

Ce sont les problèmes de l'eau, d'électricité. On doit aussi aider ceux dont la maison est détruite lors des inondations.

Le problème de canalisation, de drainage. L'État pourrait aussi construire la rue Mérisier. Celle-ci, malgré son état très déplorable, est parfois empruntée comme bretelle menant à Pétion-Ville, lors des embouteillages sur la route du Canapé-Vert.

Comment ces problèmes cités peuvent- être résolus?

«Ces problèmes ne seront jamais résolus si l'État ne dit pas son mot».
«Je pense que l'État ne dira jamais son mot».

Nous devrions avoir beaucoup de chance pour que l'État pense à nous. Aucun président n'a jamais pensé à nous. Nous rencontrons ces gens (des responsables, des élus) seulement pendant les campagnes électorales quand ils sont candidats pour les postes de Sénateur, Député, Magistrat, etc. Ils nous font des promesses et disparaissent.

Les problèmes sont énormes et nous dépassent (nos possibilités).

Nous avons formé des comités, nous avons formulé des demandes relatives à l'eau, à l'électricité, etc., rien n'est fait.

Nous avons envisagé la construction d'une latrine publique, le projet a échoué.

Nous aimerions qu'il y ait une petite place publique où les jeunes peuvent se récréer, se reposer.

Il y a des gens du quartier qui se font complices des chauffeurs de la mairie qui jettent des déchets dans la zone.

3. Fort National

Un quartier ancien situé dans le Centre Historique de Port-au-Prince. C'est un quartier consolidé qui est en train de se dégrader, à l'instar d'autres quartiers situés dans cette zone.

a) Perception de la situation générale du quartier sur fond de désaccords

«Le tableau se présente de la même façon que dans tous les quartiers populaires. A Fort National, il y a une route principale accessible aux véhicules à moteur et des corridors, de long couloirs».

Dans ce quartier il n'y a pas de gens misérables (contestation des participants qui disent que celui-ci ne parle que pour lui).

Il y a de l'eau chaque 2 jours (Contestation, vacarme).

Je réaffirme, je suis dans la zone depuis mon enfance et je n'ai jamais vu quelqu'un du quartier qui soit incapable de se procurer de la nourriture – même lorsqu'il n'a pas de table garnie. (Vacarme, contestation, tout le monde parle en même temps).

Attention, je connais la situation des gens. Vous parlez de quartier défavorisé, je vous le dit Fort National n'est pas pareil à cité Soleil ou à La Saline. Presque tous les jeunes de ma génération ont fait la philosophie ici. Ceux qui ne l'ont pas fait ne voulaient pas aller à l'école. Il y a des écoles et des lycées tout proches d'ici (bruit).

Je ne dis pas que tout le monde vit bien. Je peux trouver à manger 2 ou 3 fois par jour. Quelqu'un peut ne pas pouvoir manger une *poul peyi*³⁸ tous les jours.

b) Un autre point de vue

«Certains ont parlé des maisons situées sur la voie principale de Fort National. Moi, je veux parler des corridors. A Fort National, il y a de longs corridors insalubres. Le long du corridor élevé, il n'y a que de petites maisons. Dans le corridor Carrié la situation est difficile, les gens qui habitent le corridor ne peuvent pas payer un compte».

A Fort National nous avons tous les problèmes indiqués sur votre liste: eau, téléphone, santé, fatras, électricité.

³⁸ Poulet nourri au grain et sans hormone, selon les formes d'élevage traditionnel du paysan haïtien.

Dans les longs corridors, aucun véhicule ne peut circuler. Cette zone est très vulnérable aux incendies. Entre les maisons il n'y a pas d'espace (ce qui faciliterait la propagation du feu d'une maison à l'autre: dans les corridors Carrié, Belot, Elvé Bastia, Teras, nan Pis (aviyasyon). Cependant, si le feu éclate en haut, les pompiers peuvent intervenir facilement.

i) Profil des habitants du quartier. Marchandes, petit commerce, petites marchandes de *aleken*. Il y a plus de marchandes. Il y a beaucoup de professionnels. Il y a beaucoup de «boss maçon». «Il y a aussi des électriciens, des charpentiers, des ferrailleurs, des coiffeurs».

Plusieurs personnes du quartier vivent des transferts en provenance de l'étranger.

«Si mon père meurt à l'étranger, je ne pourrai pas payer mon loyer».

Beaucoup de gens vivent de la solidarité d'un ami du quartier. «Parfois je ne peux même pas prendre un arlequin si un ami du quartier ne me donne pas cinq gourdes». Mais la solidarité ne dépasse pas dix gourdes ou quinze gourdes. Il y a beaucoup de femmes de ménage (moun kap travay kay moun).

Les jeunes du quartier ne trouvent pas d'emploi parce qu'ils refusent de brûler des pneus usagés. **Pourquoi?** Parce que ceux qui brûlent des pneus sont employés à la TELECO, à l'APN, dans les *boîtes* de l'Etat.³⁹

c) **Histoire d'une dégradation**

(Le même participant voulait répondre, il est contesté mais il poursuit) «Nous sommes presque tous propriétaires, nous pouvons tous manger»

«C'est faux, moi je ne peux pas manger» (bruit), rétorque un autre.

Autour de l'année 1992, on a construit cette grande citerne dans la zone. Nous n'avons pas besoin de citerne car tout le monde avait de l'eau chez lui dans son robinet. Ces citernes là devraient être placées à La Saline, à Delmas 24. Après la construction de cette citerne, nous n'avons plus eu d'eau chez nous. On a coupé l'eau pour montrer que nous avons besoin de citerne. Certains citoyens du quartier qui peuvent payer l'eau à la CAMEP ne voudront jamais prendre de l'eau dans une fontaine publique. Il y a des notables dans la zone. Moi personnellement, même lorsqu'on me donnerait cette eau, (celle de la citerne et des fontaines) gratuitement, je la refuserais.

«Cette citerne est le fruit d'un complot de gens de la CAMEP et des membres d'organisations populaires. Beaucoup de citoyens préfèrent prendre leur voiture pour aller chercher de l'eau ailleurs au lieu de s'humilier dans une fontaine publique».

³⁹ Bureaux de l'administration publique.

d) Stratégies d'accès aux services de base

i) Eau. Le seau d'eau coûte cinq gourdes quand il n'y a pas de crise d'eau et dix gourdes, parfois jusqu'à quinze gourdes, quand la pénurie est plus forte.

«L'eau de Source Matelas est captée et envoyée ici». Parfois on passe 2 ou 3 semaines sans eau sur le réseau. L'eau des camions est insalubre. Parfois le camion apporte de l'eau salée. Certains habitants du quartier vont chercher l'eau tout près du lycée Pétion ou près du Quartier Général.

C'est un complot de la CAMEP. «Elle provoque la rareté et vend son eau à 15 gourdes le seau de cinq gallons» (Contestation générale).

«Nous n'avons pas d'eau à Fort National parce que les *chimè* de corridor Bastia ont coupé toutes les conduites (tuyaux) d'eau en bas. Ils vendent l'eau en bas, une eau pleine de fatras».

«Parfois les propriétaires de réservoir et de grand bassin vendent l'eau de pluie». L'eau de pluie est meilleure que l'eau que nous achetons habituellement. Elle est comme l'eau Culligan, si on la compare avec l'eau que nous achetons en bas ou l'eau des fontaines.

Avec le problème d'eau, l'épidémie augmente. (**Quelle épidémie?**) «La fièvre malaria, la diarrhée, la typhoïde, des boutons sur le corps, etc.».

ii) Santé. Il n'y a aucun centre de santé à Fort National. «On avait tenté d'ouvrir un centre en bas, près de St. Michel, mais ça n'a pas marché». Il y avait un centre en haut, il a été *dehouke*. On a volé les bureaux et tout le matériel.

«Dans le quartier on ne va jamais chez un médecin, si on n'est pas vraiment malade. Même lorsqu'on se sent malade, on tente de résoudre le problème soi-même».

«Je l'avais dit, il n'y a aucun centre de santé dans le quartier. Nous avons ce *«pye lila»* dans le quartier. Nous utilisons ses feuilles pour traiter la fièvre». Il y a des *manbo*, des *oungan* qui font des traitements dans la zone. Le premier recours est le *médecin-feuille*. Certains vont d'abord chez le hougan pour s'informer de la nature ⁴⁰ de leur maladie. S'il y a lieu, ils iront chez un médecin.

Même à l'hôpital généralement on ne peut pas faire une consultation.

Pourquoi? Parce qu'on traite les gens moins bien que s'ils étaient des chiens (*pi mal pase chen*). ⁴¹ «Quel Hôpital? A l'Hôpital Général, le médecin arrive à midi et part à midi quinze. Quel soin peut-il offrir à la population?».

⁴⁰ Si c'est une maladie naturelle ou surnaturelle.

⁴¹ Tous les participants s'insurgent contre le fonctionnement de l'Hôpital Général.

Dans les cliniques privées on doit payer trois cent gourdes pour la consultation. Seule la solidarité peut nous permettre de sortir de cette situation.

iii) Électricité. Ça fait longtemps qu'il n'y a pas d'électricité à Fort National.

«Le transformateur avait sauté. Nous avons dû acheter un transformateur à l'EDH». (Contestation et bruit).

«C'est un vol, l'EDH n'avait pas à nous vendre un transformateur». Un câble est tombé, depuis lors, il n'y a pas d'électricité. Nous avons dû brûler des pneus pour exercer des pressions sur les responsables (contestation). Vous avez brûlé des pneus, pas nous.

En résumé, Fort National a des problèmes d'électricité semblables aux autres zones du pays. Dans une zone un transformateur a sauté et cette zone est restée sans électricité pendant longtemps. Les gens ont cotisé et acheté un transformateur à l'EDH; ce qui est considéré comme une transaction louche par certains.

Dans une autre partie de Fort National, un câble est tombé (s'est cassé et est tombé ⁴²).

La zone est restée sans électricité depuis lors. Les gens ont dû manifester contre cette situation et même brûler des pneus.

iv) Gestion des ordures. Un habitant d'en haut affirme que le camion de collecte des ordures passe tous les jours. Les autres rétorquent que c'est faux. Selon eux, en période de pluie, tout le monde jette leur fatras dans les rues et les corridors. Chacun est obligé de pousser les ordures vers le bas. Les fatras viennent aussi d'en haut.

v) Evacuation des eaux usées et des excréta. Il existe quelques petits canaux. Ils sont en général obstrués par les ordures. L'eau coincée dans les canaux et dans les mares provoque toute sorte de problèmes. Les moustiques y prennent naissance et transmettent des maladies à la population.

La plupart des corridors sont en terre. Les eaux usées des maisons et les eaux de pluie se mélangent à la terre pour donner de la boue.

Beaucoup de maisons n'ont pas de latrines. Il y a des gens qui utilisent la technique du *parachute*. ⁴³ Certains ont leur toilette privée. Dans certains cas, une seule latrine dessert plusieurs maisons, certaines latrines sont en très mauvais état. Elles ne sont pas recouvertes. On ne peut les utiliser que le soir.

vi) Infrastructures. Certains corridors sont bétonnés. L'initiative a été prise d'abord par la population qui a commencé le travail avec ses propres ressources. Ensuite nous avons reçu l'appui d'une ONG. L'UNICEF nous a aussi aidé.

⁴² Lors d'un incident pareil à Carrefour-feuilles, un autre quartier de Port-au-Prince, onze personnes ont été électrocutées.

⁴³ Utilisation de sachets en plastique qui sont en suite lancés pour s'en débarrasser.

vii) Loisir/Distraktion. En haut, il y a une place construite avec les ressources de la population. Nous y avons planté des arbres. Il n'y a pas d'électricité, ainsi donc nos loisirs sont limités. Nous ne pouvons même pas regarder la télévision. Il y a un téléviseur public, mais il n'y a pas d'électricité. Il y a quatre *gagé* à Fort National.

viii) Logement. Dans le quartier on fait des contrats d'affermage de six mois. Les gens ne paient pas régulièrement. «Par exemple, un locataire fait un contrat de six mois. Après les six mois, il ne peut plus payer. Le propriétaire le chasse de la maison. Parfois un ami l'accueille, s'il en a un. Parfois il quitte le quartier».

«La population est très mobile. Tous les jours apparaissent de nouveaux locataires et disparaissent d'autres». Dans une seule petite pièce, on trouve parfois 5, 6, 7 et même plus: «une ou deux personnes louent une pièce. Puis arrive une troisième, une quatrième... Cette situation est intolérable. Alors on leur demande de partir. Même lorsque ces gens (très nombreux) peuvent cotiser pour payer, on est obligé de les chasser».

L'affermage d'une petite pièce, sans salle de bain, ni cuisine, est de l'ordre de trois mille à trois mille cinq cents gourdes. Les gens préparent le repas à l'intérieur de la petite pièce ou dans le corridor. Ils prennent leur douche dans le corridor ou derrière la maison. «Moi, je prends mon seau d'eau et je me baigne dans la rue».

ix) Insécurité et violence dans le quartier. L'insécurité est faible à Fort-National. Il y a de rares cas de viol. Les violeurs sont sanctionnés. Ils sont mis à l'écart.

Le problème qui persiste est le vol de chats. Les ivrognes aiment manger les chats quand ils prennent du tafia.

Nous sommes prêt à donner *zéro tolérance* à tout voleur et tout bandit.

e) **Les stratégies de survie**

i) Les repas: une forme de solidarité. Dans la zone nous organisons toujours un *bagèt*, c'est-à-dire que plusieurs personnes *joignent leur argent* ⁴⁴ pour préparer un repas commun. Quelqu'un peut donner cinq gourdes, un autre donne dix gourdes, on réunit l'argent et on fait le repas. Parfois, même quelqu'un qui n'a pas participé aux frais peut recevoir un peu de nourriture par solidarité. «Je l'affirme, tous ceux qui sont présent à cette réunion ont participé au *bagèt*».

Les moyens économiques ne permettent pas de préparer un repas chez soi. Avec cinquante gourdes et une bonne gestion de cette somme, il est possible de manger durant trois jours.

Dans une même maison, celui qui se débrouille (*Kap brase pi byen ke lòt moun yo*) mange mieux que l'autre. Dans un foyer avec enfants, on fait plus d'effort pour préparer un petit

⁴⁴ Caisse commune.

repas. Dans une maison où vivent seulement des jeunes garçons, chacun se débrouille. Celui qui a honte de demander souffre plus que les autres. Celui qui est plus *mendiant*, qui a plus d'audace pour solliciter de l'aide, *fonctionne mieux*.

En général, dans le foyer, le meilleur morceau de viande est réservé au père. Les enfants ne trouvent que les «pieds» (pye poul) et ou les ailes (zèl poul). La «cuisse» est pour les adultes. «Dans la réalité haïtienne, même dans les familles qui ont de l'argent, le père mange mieux».

(Contestation). «L'exemple de la viande est mal choisi. Les gens ne mangent presque pas de viande. Quelqu'un qui gagne soixante-dix (70) gourdes ⁴⁵ par jour ne peut pas consommer de viande. On ne mange de la viande que lors d'une fête ou quand, par hasard, on a de l'argent et on achète du poulet au Champ de Mars. Les gens mentent quand ils disent qu'ils mangent de la viande chez eux.

ii) La solidarité. «La solidarité tend à disparaître. Le coût de la vie est élevé. La marmite de riz se vend à douze gourdes. La nourriture est insuffisante même pour les habitants de la maison. Si quelqu'un arrive au moment où on va *séparer* le repas, on est obligé de lui offrir quelque chose». De nos jours, on ne partage plus de nourriture entre voisins.

Dans certains cas, on peut sentir la présence des gens: dans les cas de maladie ou de mortalité. Ils peuvent te soutenir si tu as une crise; ils t'aident à mettre une compresse autour de la tête. Si quelqu'un meurt, nous pouvons contribuer pour offrir une couronne et même acheter quelque maillot. Si une femme a une crise d'éclampsie, tout le monde est prêt à l'aider. Celui qui a un véhicule est prêt à la transporter à l'hôpital même la nuit.

iii) Activités Collectives réalisées. Nous avons construit cette place avec nos ressources. Nous avons acheté un téléviseur pour la place. L'État ne nous a pas aidé. Au contraire, il nous bloque en nous privant d'électricité.

L'année dernière nous avons organisé un championnat de mini football.

Les organisations telles: MAMOP, KOPS..., louent des brouettes, ramassent les ordures. En haut, le camion de collecte des ordures passe tous les jours.

Nous avons aussi construit de petites «rigoles» (petits canaux pour l'écoulement des eaux usées).

f) Propositions et recommandations

Il faudrait que le gouvernement assume ses responsabilités face aux problèmes de l'eau, de l'électricité, des fatras, du pavage des corridors, etc.

Ce type de travail que vous faites là est important aussi. Il peut servir à sensibiliser les responsables. Nous aurions souhaité que le rapport que vous rédigerez arrive jusqu'aux instances

⁴⁵ Salaire minimum.

chargées de faire le suivi de ces dossiers, afin qu'elles puissent nous aider à résoudre les problèmes cités plus haut.

L'Etat peut utiliser les services des ONG aussi pour s'attaquer aux problèmes.

Les CASEC, les délégués devraient être en contact avec certaines instances supérieures de l'Etat et certaines institutions (telles: la CAMEP, l'EDH, etc.) pour les informer de la situation des quartiers et les porter à résoudre les problèmes.

Est-ce qu'il y a des problèmes que vous pourriez résoudre à partir de vos propres initiatives?

Nous avons déjà l'habitude de nous regrouper pour résoudre certains problèmes. «Mais l'Etat est irresponsable. Par exemple les gens sont prêts à payer l'électricité. Il revient à l'EDH d'organiser la distribution du courant, d'impliquer les jeunes et les organisations dans ce processus. Nous pourrions aider à évaluer les besoins et établir les meilleurs procédés pour porter les gens à payer l'électricité normalement».

Le problème des prises «clandestines» est dû justement au fait qu'il y a une mauvaise organisation dans la distribution du courant. L'EDH ne facilite pas les gens qui veulent avoir un compteur.

«Il n'y a aucune solution pour une savane. Haïti est une savane. Chacun fait ce que bon lui semble. Pour que le problème soit résolu, nous devrions pouvoir nous regrouper et travailler ensemble. Mais, les *chimères* nous empêcheraient de nous organiser».

«Je ne suis pas d'accord, nous ne sommes pas dans une savane. L'Etat doit assumer ses responsabilités et porter tout le monde à appliquer la loi».

«Il n'y aura jamais de loi dans ce pays», rétorque une jeune fille. Elle poursuit: «Nous devrions prendre conscience. Reconnaître ce qui est bien et ce qui est mal et chercher une solution».

[Comment, par quel mécanisme développer cette conscience r]

A partir de la réflexion, comme nous faisons maintenant.

«Mais, il y a le problème de manque de confiance. Dès qu'il y a de l'argent, la division commence». [Et si l'argent est géré dans la transparence] «Jamais, il n'y aura de transparence quand il y a de l'argent».

«Il faudrait couper les droits de tous».

Le pays est divisé. Il y a toujours deux camps qui s'affrontent. C'est nous, le peuple qui faisons les frais de cette situation.

«Mais, nous ne pouvons pas dire que rien ne peut être fait. Nous avons déjà réalisé bien des choses avec de l'argent sans qu'il y ait vol et division (construction de la petite place, achat de téléviseur, pavage de quelques corridors). Il est important que les dirigeants d'organisations comprennent que lorsqu'ils réalisent quelque chose pour le quartier, ils ne doivent pas penser d'abord à eux-mêmes (à leur poche). Nous refusons de dire que rien ne peut être fait».

[Dernier mot]

«Nous sommes contents que vous ayez organisé cette rencontre avec nous. Nous aimerions que vous puissiez continuer à faire ce travail. Nous souhaiterions aussi que les organisations internationales et nationales fassent ce travail de conscientisation pour porter les gens à assumer leur responsabilité pour que le pays puisse sortir de cette situation».

4. Descayettes

a) Historique

En 1980, la zone de Descayettes était boisée, il y avait très peu de maisons et pas de route. Il existait un conseil communautaire ⁴⁶ qui réalisait certains travaux dans le quartier tels que le tracé de «routes» piétonnes. Les gens se sont installés progressivement dans le quartier. Jusqu'en 1986, il n'y avait pas beaucoup de gens.

Après la chute des Duvalier en 1986, le quartier connaît une expansion. Des constructions anarchiques sont érigées à Savane pistache, à Descayettes. Des personnes provenant de partout, Cité Soleil, Fort National... etc., s'installent dans le quartier. Les gens construisent dans le lit des ravines, sur les pentes des ravines, partout... Les constructions sont complètement en tôle, en planche, en bloc avec toiture en tôle et en béton. Les taudis (en tôle et en bois) disparaissent progressivement pour laisser la place des battisses en bloc avec toiture en tôle. On peut noter aussi qu'il y a de grosses constructions dans le quartier. Malgré tout, jusqu'en 1990, certaines zones du quartier étaient encore cultivées: des champs de céréales (sorgho) pouvaient être remarqués.

Une grande pièce que je pouvais affermer à mille deux cent cinquante (1 250) gourdes en 1990 se loue maintenant à trois mille (3 000) gourdes.

i) Profil des habitants du quartier. Beaucoup de gens vivent du commerce: *fritay*, *pèpè*, bonbons et surettes, mangues, etc.. Certains vendent chez eux, d'autres dans la rue ou en ville. Autrefois c'était presque exclusivement des femmes qui menaient ce genre d'activités. De nos jours les hommes aussi, à cause du chômage, s'adonnent de plus en plus au commerce. Par exemple, le maçon ne trouve pas d'emploi facilement. Le coût des matériaux augmente, les gens ne peuvent plus construire comme ils le faisaient auparavant.

⁴⁶ Sous le régime des Duvalier, des Conseils d'Action Communautaire étaient créés par le pouvoir en place dans plusieurs quartiers périphériques. Ceux-ci fonctionnaient sous la houlette d'un «chef de section» (tonton macoute).

Les femmes travaillent aussi comme femmes de ménage.

b) Les stratégies d'accès aux services de base

i) Eau. Lorsque les réservoirs sont vides, nous allons chercher de l'eau jusqu'à Caridad. A Caridad, l'eau est vendue à une gourde si nous achetons chez les particuliers. Si nous descendons jusqu'au «Miron», nous ne payons rien pour l'eau. Lorsque nous allons chercher l'eau très loin (Caridad, Miron...) nous utilisons moins d'eau dans nos activités.

ii) Ordures. Les camions de la commune ne collectent jamais d'ordures dans le quartier. Les fatras sont jetés un peu partout, mais surtout dans les ravines; ce qui dévie l'eau de son parcours pendant la saison pluvieuse. Donc le problème de canalisation s'aggrave.

D'énormes tas de résidus solides, incluant des objets en plastique sont souvent brûlés par les gens, aggravant aussi le problème écologique, estime un participant, membre d'une organisation à Savane Pistache.

iii) Téléphone. Le problème de communication est très grave. Dans la zone personne n'a de téléphone de la TELECO. Même les institutions: centre de santé, école, etc. ne disposent pas d'une ligne. Seuls quelques particuliers ont un portable.

L'État est absent dans ce domaine. Nous pensons faire un effort pour élaborer un projet qui permettrait à la zone de disposer de cinquante (50) lignes de téléphone.

iv) Santé. Dans la zone, il n'y a qu'un seul centre de santé ⁴⁷ pour toute la population. Ce centre est l'initiative d'une association de la zone: Sosyete Nèg Lakay (SNELAK). Parfois nous fréquentons aussi le centre de «Malibou». ⁴⁸ Dans ce centre, des gens qui viennent de partout viennent s'y faire soigner.

La fréquentation du centre du quartier (Centre de SNELAK) a diminué considérablement en raison du fait que les gens préfèrent se rendre à Malibou et au centre de Béthel où les médicaments sont distribués gratuitement. Et ceci, bien que le coût de la consultation soit faible (15 gourdes). Un participant souligne: «on doit aussi payer les médicaments, faire les analyses. Les gens ne peuvent pas faire face à ces dépenses. Quand le médecin prescrit, on ne sait quoi faire. Parfois on achète certains médicaments et on laisse de côté d'autres. D'autres fois, on abandonne le traitement faute de moyens».

«Les gens, surtout les vieux connaissent les feuilles et font de l'automédication. Quand on est malade, la première réaction consiste à faire bouillir une feuille. Si cela ne marche pas on peut envisager d'aller dans un centre».

⁴⁷ Ce centre est une initiative de la SNELAK.

⁴⁸ Malibou est le nom donné par la population à la clinique Santé Fanm, située à proximité du Malibou Night Club.

«Les structures médicales sont presque inaccessibles aux gens de conditions modestes. A l'Hôpital général, il y a beaucoup de patients. Les médecins ne prêtent pas suffisamment attention aux malades. Les malades ne peuvent pas s'acheter les médicaments prescrits».

Dans le temps, les enfants du quartier souffraient beaucoup de diarrhée. Néanmoins, le nombre de cas a considérablement baissé depuis l'installation des châteaux d'eau, car les habitants du quartier consomment une eau de meilleure qualité. De même, les cas de malnutrition, de maladies de la peau sont en nette diminution.

v) Éducation. Beaucoup d'enfants et de jeunes du quartier ne fréquentent pas l'école. Aux heures de classe, il y a beaucoup d'enfants de 7 à 12 ans qui sont là dans le quartier, à ne rien faire. La situation économique est difficile. Certains voudraient bien envoyer leurs enfants à l'école, mais ne peuvent pas faire face aux frais, leurs moyens économiques étant limités. D'autres parents ont dû consentir beaucoup de sacrifices pour faire face aux dépenses qu'exige l'éducation.

Le problème se pose aussi pour les jeunes filles. Nombreuses sont celles qui ne font rien. Elles ont avec elles des jeunes garçons, qui, eux non plus ne font rien. On comprend les conséquences qu'une telle situation peut avoir. **Quelles conséquences?** Grossesse précoce... pour ces jeunes il faudrait faire des séminaires...

vi) Evacuation des excréta. Dans le quartier (Decayettes et Savane Pistache) il y a un sérieux problème de latrines. Beaucoup de petites maisons n'ont pas de latrine.

Il y a des gens qui vont à la selle de l'autre côté de la grande route, près de «Jezi Mirak»,⁴⁹ d'autres utilisent des sachets noirs. Ces sachets sont jetés dans les ravines. Il y a quelqu'un qui a construit une petite latrine, sans porte et sans toiture près d'une ravine. Il la laisse à l'usage de ceux qui n'ont pas de latrines chez eux. Cette petite latrine est utilisée surtout le soir (puisqu'elle n'a ni porte ni toiture).

vii) La délinquance juvénile. L'un des problèmes de la zone, c'est le celui de la délinquance juvénile. Des jeunes de 8 à 18 ans se livrent à des activités de délinquance. ODEZAM a travaillé sur la question et est en train d'élaborer un document. Nous voulons organiser des activités pour éloigner les jeunes de la délinquance.

La délinquance prend plusieurs formes: des enfants de 7 ans jouent au poker. Les enfants suivent la télé et reproduisent ce qu'ils voient. L'acculturation est très forte. De plus, les enfants n'ont plus aucun respect pour les adultes. La société se dégrade. Les parents deviennent irresponsables. De plus, l'État interdit de *battre* les enfants⁵⁰... Les enfants n'ont donc peur de personne. Les parents ne sont pas préparés pour utiliser d'autre moyens, autre que le fouet, pour éduquer les enfants.

⁴⁹ Un lieu de pèlerinage et de prière situé à proximité du quartier.

⁵⁰ Référence à un message pour la protection de l'enfant et les droits de l'enfant passant sur les ondes (TV, Radio).

Certains jeunes du quartier consomment des stupéfiants, par exemple. Beaucoup de jeunes prennent du clairin ⁵¹ aussi.

Les gangs de nos voisins de Fort-Mercredi ont des influences sur les jeunes de Descayettes. Nous devons penser à la façon de résoudre ce problème. Nous, à Descayettes, nous avons mis sur pied des brigades pour décourager les voleurs; beaucoup de jeunes qui passaient leur temps à jouer au hasard ont maintenant, à leur disposition, un terrain de basket. Ils y jouent au football aussi. Il y a une salle de spectacles où nous faisons la projection de films. Quand il n'y a pas d'électricité, il y a des ampoules à énergie solaire qui sont allumées au bénéfice des élèves et de tout le monde en général; les jeunes peuvent donc, étudier le soir.

Dans le temps les jeunes se réunissaient en *base*. ⁵² De nos jours il y a moins de «base». Plusieurs jeunes des bases ont maintenant des enfants. Ils sont obligés de se «débrouiller» pour tant soit peu faire face à cette responsabilité.

viii) Logement. De nos jours il est très difficile de construire. Le prix des matériaux augmente. Le sac de ciment se vend par exemple à deux cent vingt-cinq gourdes.

«Moi par exemple, indique une femme, mon mari est boss maçon. Je n'ai pas à payer de boss. Parfois il achète un sac de ciment, parfois j'en achète un. Nous achetons du ciment et du sable, nous faisons préparer des blocs pour nous. Au fur et mesure, nous nous préparons et on se débrouille. Nous avons finalement construit une pièce. Maintenant tout est très cher. La fois dernière, j'ai acheté deux sacs de ciment pour presque cinq cents gourdes. Je voulais commencer la construction d'une deuxième pièce, mais ce n'est pas possible, mon mari et moi nous avons cinq enfants, les temps sont difficiles».

Parfois des gens commencent une petite construction mais n'arrivent pas à la terminer et sont obligés d'habiter une maison en construction.

Le loyer est de plus en plus cher dans le quartier. Des gens qui vivaient dans le quartier ont du quitter la zone, parce qu'ils ne pouvaient plus continuer à payer un loyer de plus en plus cher.

c) **Les stratégies de survie**

i) Le crédit, une solution qui n'en est pas une. Certains peuvent escompter de l'argent. Ils prennent l'argent pour faire un petit commerce. On vous prête mille gourdes, vous devez rembourser cinquante gourdes chaque jour pendant 25 jours (taux \approx 25%). Dans ces conditions, celui qui prend l'escompte travaille pour celui qui a donné l'escompte. Il ne peut rien réaliser pour lui même.

A CECASH, par exemple, on vous prête deux mille cinq cents et vous devez rembourser trois cent cinquante cinq gourdes par semaine, durant une période de 6 mois. Dépendant de

⁵¹ Alcool de canne non raffiné.

⁵² Forme nouvelle de regroupement informel de jeunes d'un quartier pour mener des activités.

l'activité, certaines personnes peuvent rembourser d'autres pas. Moi, je peux payer parce que je vends du *manje kwit*,⁵³ mais ceux et celles qui font une autre activité ne peuvent pas rembourser à ce rythme. Les gens préfèrent l'escompte, en dépit du taux d'intérêt élevé, la pression est moindre. Les agences de micro-crédit demandent un avaliseur, comme forme de garantie, et ce dernier est aussi pressuré que celui qui fait le prêt. De même, dans les groupes solidaires, la pression est pour tous les membres du groupe. Les pénalités sont très élevées. Certaines personnes empruntent sans savoir comment ils vont rembourser. Pour illustrer, une dame raconte: «j'ai subi une agression à CECASH. J'ai été retenue de force dans un bureau d'avocat où il m'était exigé de payer pour un membre de mon groupe qui avait emprunté mille trois cent soixante-quinze gourdes et devait déjà rembourser six mille huit cent soixante-quinze gourdes pour trois mois de dette».

ii) L'alimentation: un véritable casse-tête. De nos jours, cinquante gourdes ne suffisent pas pour préparer de la nourriture pour trois personnes. Une famille de 5 personnes peut plus facilement acheter 5 plats *aleken* à dix gourdes. Le plus souvent la famille ne dispose pas des cinquante gourdes. Dans ce cas deux ou trois plats sont achetés et partagés entre les cinq membres de la famille.

Dans le temps, l'ADRA distribuait de la nourriture dans la zone. L'école des Sœurs dans le quartier avait une cantine pour ses élèves. Le centre de SNELAK offrait aussi de la nourriture reçue de l'ADRA aux enfants. Plus de 200 enfants recevaient de la nourriture tous les jours dans la grande salle de nutrition du centre.

Autrefois, les parents envoyaient les enfants à l'école avec une boîte à lunch, mais plus maintenant. Certains sont obligés, après une journée de mauvaise vente, d'emprunter de l'argent pour ne pas laisser leurs enfants mourir de faim.

iii) La solidarité, une pratique peu courante dans certaines sphères. La solidarité pour ce qui a trait à l'alimentation est rare. Cela arrive entre gens très proches. «Mais à la première occasion, si il y a dispute entre ces amis, tout le monde saura que l'un a mangé chez l'autre». Pour contourner la faim, il ne faut pas avoir honte de demander. «Si une personne n'a pas honte de demander, elle peut recevoir quelque chose. En tout cas, on serait gêné de demander tout le temps de la nourriture à un ami» fait remarquer un participant. Un autre, d'un certain âge, insiste sur le fait que: «je ne peux pas donner à manger à quelqu'un, surtout un enfant, de peur d'être accusé de *loup-garou* au cas où cet enfant tomberait malade». Pour un autre, il n'y en a pas assez pour la maison, aller voir pour en offrir au voisin.

La solidarité se manifeste dans des cas extrêmes. Un cas de mortalité, par exemple où les parents ne disposent pas de moyens suffisants pour faire face aux dépenses pour les funérailles.

iv) Les transferts. Dans le quartier, peu de gens reçoivent des transferts en provenance de l'étranger. Les parents et amis des gens de la zone vivent plutôt à la campagne. Dans des cas graves (réels ou fictifs),⁵⁴ on peut éventuellement recevoir de l'argent. «Les rares transferts d'argent se font d'un père ou d'une mère à son fils ou sa fille; ou d'un fils ou fille à sa mère ou

⁵³ Restaurateur informel vendant des repas chauds.

⁵⁴ Il faut parfois donner un gros mensonge pour soutirer de l'argent d'un parent de la diaspora.

son père. Les frères et sœurs, cousins et cousines ne sont plus solidaires...». «En général, ceux qui sont à l'étranger oublient ceux qui sont en Haïti».

v) Activités collectives réalisées. Il y a l'expérience de SNELAK. Cette organisation regroupe des habitants du quartier et fait face, avec l'appui d'autres organismes (externes) aux problèmes d'insalubrité, d'eau potable, d'électricité, etc. Plusieurs exemples sont cités par les participants comme:

- le nettoyage du quartier pour lequel le SNELAK a fait des démarches pour trouver le matériel et a employé des gens pour nettoyer.
- L'achat d'un transformateur pour alimenter le quartier en électricité
- La lutte contre les prises clandestines
- L'alimentation en eau avec la construction d'un réservoir, de 7 fontaines publiques et de douches publiques
- La construction d'une place publique...

Il existe aussi d'autres expériences plus conjoncturelles: «l'eau de la ravine avait tué quelqu'un. Nous avons formé un groupe et avons construit un mur».

Les gens participent-ils à la prise de décisions de la SNELAK?

«C'est avec l'argent tiré de la vente de l'eau qu'un auditorium a été construit. Pour le terrain de basket, par exemple, nous avons réuni les gens. Certains étaient d'accord, d'autres non. Ces derniers voulaient utiliser l'espace pour construire des maisons. Après l'aménagement du terrain, même ceux qui s'opposaient au projet sont contents et utilisent le terrain».

Un participant souligne: «parfois, il faut faire les choses pour les gens même lorsqu'ils ne comprennent pas l'importance de ce qu'on fait. Nous écoutons la voix de la majorité. Il y a toujours une minorité qui n'est pas d'accord».

5. Cité l'Éternel et Cité Plus

a) Situation générale du quartier

D'après les anciens de la zone de Cité l'Éternel, les premières maisons ont été construites au milieu des années soixante. Après la construction du marché, en 1973, quelques rares personnes se sont installées aux alentours. Ce n'est qu'à partir des années 1983 et 1984 que les macoutes ont envahis les *mangues*⁵⁵ (terrains couverts de mangues au bord de la mer), ont occupé des parcelles de terres et ont «vendu» d'autres. A partir de 1986, à la faveur de la chute de Jean-Claude Duvalier d'autres groupes, particulièrement les militaires, se sont installés dans les mangues. Depuis lors, des particuliers ont mis des remblais dans les marécages (en vue de "faire" une terre) et ont même repoussé la mer.

⁵⁵ Mangroves.

A partir de 1990, des contacts ont été établis entre des organisations de la zone, des ONG (le GRET, par exemple) et la CAMEP ce qui a donné comme résultat concret la construction de châteaux d'eau et de fontaines publiques.

Les zones de Cité Plus, Cité Liberté, Impasse la Paix et Cité de Dieu ont commencé à être bâties après la chute de Prosper Avril en 1990. Auparavant, ces zones abritaient les antennes de plusieurs stations de radio dont Radio Liberté et Radio Plus.

Les premières constructions de ces zones étaient, quelques unes complètement en tôle de récupération (panneaux et toiture), d'autres en blocs avec toiture en tôle. Il y avait aussi des ajoupas. Petit à petit les ajoupas, les maisons en tôle ont été reconstruites, en bloc. Actuellement il existe dans la zone toute sorte de maisons: maisons en béton, construction de deux niveaux (kay chanmòt), constructions en bloc avec toiture en tôle et les nouvelles constructions de fortune qu'on retrouve sur le littoral (au bord de la mer et à coté des ravines).

Le représentant de la deuxième impasse la paix (située en face de l'église la prophétie) indique avoir recensé 154 maisons dans ce petit quartier. Il évoque l'électricité comme le plus grand problème auquel font face les habitants de son quartier. L'EDH a réclamé, selon lui, 347 610 gourdes du comité de quartier pour permettre aux gens d'accéder à l'électricité. Cette somme est exorbitante pour 154 familles, estime le représentant. L'EDH n'est disposé à faire aucune considération spéciale pour eux, poursuit -il.

Dans ce petit quartier, les problèmes d'eau potable, de voies de pénétration (circulation interne) ne sont pas très graves.

Un jeune de l'APCH dénonce le fait que l'Etat, sous prétexte qu'il veut résoudre le problème de drainage des zones situées au bas de la Quatrième Avenue, a démoli, sans avertissement préalable, plusieurs maisons de la localité. Après ces opérations de démolition l'Etat n'a ni dédommagé les propriétaires des maisons détruites, ni construit les canaux.

Nous vivons dans un environnement et dans une situation où seules les "bêtes" devraient vivre.

En période de pluie, la Zone est très vulnérable aux inondations. Les eaux bourrées de fatras débordent le lit des ravines pour envahir les maisons, emportant des meubles et mettant en péril la vie des habitants du quartier. Parfois l'eau détruit des maisons. Le 10 juillet 1987, une mère a perdu trois enfants au cours d'une inondation à Cité l'Eternel.

i) Profil des habitants. La majorité des gens vit dans le chômage, estiment les participants.

Un propriétaire d'une maisonnette de deux chambres peut en affermer une et ainsi s'assurer un petit revenu (irrégulier comme c'est souligné plus haut).

Les gens s'adonnent au petit commerce ou vivent d'un petit métier. Certains utilisent toute sorte de ruses pour solliciter de l'argent aux gens. Quelqu'un vous dit qu'il va à carrefour pour pouvoir vous demander 5 ou 10 gourdes.

Les femmes font le commerce de produits en liquidation. Certaines travaillent comme femmes de ménage.

b) Organisation

Il y a des comités de quartier à Cité l'Éternel (Association des Jeunes de Martissant et COMILRE, Menkontre, GREDMADE), à Cité Plus (le nom du comité n'est pas précisé), et à l'Impasse la paix (APCH).

L'AJM, fondée le 21 mars 1990, a collaboré avec des ONG pour la construction de citernes et de fontaines. L'AJM, GREDMADE et Menkontre ont aussi géré ensemble une petite école communale.

L'AJM avait regroupé plus de 300 marchandes. Certaines ont bénéficié d'un crédit d'au moins deux mille cinq cents gourdes de SOGESOL et de trois coopératives. Avec la crise des coopératives, les marchandes ne se réunissent plus à obtenir de prêts.

Le comité de Cité Plus a eu des accords avec l'EDH pour résoudre le problème de l'électricité. Il réalisent aussi des activités d'assainissement.

Les jeunes de l'APCH font l'assainissement et font des démarches auprès de l'EDH.

c) Les stratégies d'accès aux services de base

i) Santé. Ces zones ne sont desservies par aucun centre public de santé de proximité. Dans les centres les plus proches, il faut payer pour avoir accès aux soins.

ii) Education. Dans ces quartiers il y a plusieurs petites écoles primaires qui offrent une formation de qualité douteuse. En face de Cité l'Éternel, il y a l'École Nationale République du Pérou.

iii) Electricité. Le problème d'électricité se pose aussi dans toutes les Cités. Cité l'Éternel vient de passer plus 3 ans sans électricité. La grande majorité (presque la totalité) des maisons n'ont pas de compteur. Presque tout le monde utilise des prises «clandestines». Lorsque l'électricité il y a, le courant est très faible, les ampoules s'allument faiblement.

Quand il n'y a pas d'électricité dans les câbles qui sont tout près des cités, les gens achètent de longs câbles qu'il branchent sur le réseau de la Quatrième Avenue. Cette situation provoque souvent des conflits entre les habitants des Cités et ceux de la Quatrième Avenue.

A Cité Plus, suite à une démarche effectuée auprès de l'EDH, des compteurs collectifs ont été installés. Plus de 20 foyers peuvent être branchés sur un compteur. Chaque foyer paie 300 gourdes tous les trois mois.

iv) Voie de pénétration/circulation. D'une manière général, les maisons sont construites de façon anarchique à Cité Plus, Cité l'Eternel et Cité Liberté. Même lorsqu'il existe dans chacune de ces cités une voie principale où un véhicule à moteur peut passer, l'accès aux maisonnettes situées au fond des corridors est difficile. En période de pluie, ces corridors sont pour la plupart boueux.

v) Propriété, tenure de la terre. Dans les Cités, les terres appartiennent à l'Etat. Les terres sont envahies et chacun établit ses bornes. Certaines personnes transforment les marécages en terrains propres, selon eux, à la construction, d'autres «repoussent la mer». Un premier arrivé peut passer (ou vendre) son «droit» sur une parcelle à un nouveau, moyennant le paiement d'une certaine somme.

Dans les Cités on trouve beaucoup d'habitants qui sont propriétaires des maisons où ils habitent. Certains afferment une ou deux pièces à un locataire. Il y a aussi des propriétaires qui habitent en dehors de la zone. Les terres sont en général occupées. Certains paient un droit d'affermage au service des contributions. A Cité Plus les habitants sont majoritairement propriétaires des maison où ils habitent, précise une participante.

vi) Fatras. Les rares canaux pour drainer l'eau sont obstrués par des ordures. Les gens jettent les fatras un peu partout: dans la mer, dans les grandes ravines, dans les corridors, dans des maisons délabrées et abandonnées, etc. Parfois ces fatras sont brûlés.

Quand il pleut, les gens en profitent pour jeter les fatras dans les rues et dans les corridors. Chacun doit repousser les fatras plus bas pour éviter qu'ils s'entassent devant sa maison.

A Cité l'Eternel, tout près du marché, il y avait des poubelles. Les gens qui habitent à proximité de la grand rue y jetaient les ordures ménagères.

L'AJM avait interdit aux gens de jeter les fatras dans la rue. Les gens se levaient au milieu de la nuit pour se débarrasser des fatras.

Un participant pense que le fatras est utilisé comme arme politique. On jette, selon lui, des fatras dans la rue pour faire croire que le gouvernement ne se préoccupe pas du ramassage des ordures.

vii) Garde des enfants. Il n'y a ni crèche, ni garderie dans les Cités (Eternel, Plus, Liberté). Les femmes se voient parfois obligées de rester à la maison pour s'occuper des enfants. Celles qui doivent sortir pour pouvoir faire face aux obligations du foyer laissent les enfants soit entre les mains d'un grand-parent, soit avec une voisine (cas de plus en plus rare car les voisines refusent d'assumer cette responsabilité ⁵⁶), soit seul à la maison (en demandant aux voisins de jeter un coup d'œil pour elle).

⁵⁶ De peur d'être traité de loup-garou s'il arrive quelque chose à l'enfant.

viii) Evacuation des excréta. Certains foyers ont leurs propres latrines; d'autres partagent des latrines communes. Il existe aussi des foyers qui n'ont pas de latrines. Certaines personnes construisent des coffres de latrines près de la mer et des ravines. La matière fécale est évacuée vers la mer ou les ravines à travers un PVC d'à peu près 4 pouces de diamètre.

ix) Loisirs. A Cité l'Eternel, il y a trois gaguères. Dans le temps il y avait des terrains de Football. Des maisons y sont maintenant construites. Les jeunes jouent au domino, aux cartes, aux chekers, et au damier. Certains présentent l'église comme un lieu de loisir (ou comme une alternative au loisir). Aucune activité de loisir spécifique aux femmes n'a été citée.

d) Les stratégies de survie

i) Logement: construction et loyer. Loyer: Le prix du loyer varie. Selon qu'on est dans une maison en bloc couverte de tôle ou en béton, une maison située sur l'axe routier ou au fond d'un corridor, etc., on peut payer de 2 000 gourdes jusqu'à 4 000 gourdes pour une période de 6 mois. On paie beaucoup moins pour une maisonnette totalement en tôle.

Assez souvent les locataires ne paient pas régulièrement le loyer. Ils paient les 6 premiers mois; à la date d'échéance du contrat ils se plaignent de ne pas pouvoir payer. Après quelques mois le propriétaire leur demande de partir, ils réclament un délai, etc.

Construction: comment les gens se débrouillent-ils ?

A présent, à cause du coût élevé des matériaux, il est très difficile de faire une construction (à moins qu'on soit un employé de l'Etat). Le sac de ciment se vend à plus de 225 gourdes, la barre de fer coûte 175 ou 200 gourdes. De plus, plusieurs habitants de la cité ont perdu leur argent dans les coopératives et perdent tout espoir.

Lorsque la situation était moins difficile (le ciment se vendait à 60 gourdes le sac), on pouvait, même au prix de grands sacrifices, construire une petite maison. Beaucoup de gens construisent avec des matériaux de récupération achetés au marché Salomon.

Les gens de condition plus modeste font des constructions complètement en tôle rouillée et trouée près des ravines et de la mer. Pendant la pluie, on doit vite abandonner ces maisons. Il faut noter que les gens ne reçoivent aucun crédit pour la construction.

ii) Une alimentation ... «parfois ou par la foi». «Nous ne pouvons pas nous nourrir régulièrement et convenablement, tout est cher: deux marmites de charbon coûtent 20 gourdes, le *glòs* d'huile coûte 8 gourdes. Faute de viande on mange le hot-dog».

Un participant ajoute «nous ne mangeons que parfois ou par la foi».

Les gens ne disposent pas d'assez d'argent pour aller au marché et préparer de la nourriture chez eux. Ils achètent des «arlequins» entre les mains de petites marchandes de nourriture. «Parfois on achète un plat de 10 ou 15 gourdes qu'on partage ensemble dans un foyer de 6 personnes».

«La répartition de la nourriture est inégale dans les foyers. Celui qui donne l'argent reçoit plus de nourriture. S'il y a de la viande, on lui réserve les meilleurs morceaux.»

«Celui qui se débrouille dans la rue, mange aussi dans la rue. Il achète un arlequin pour 15 gourdes et prend un jus pour 6 gourdes».

iii) Transferts d'argent. Les transferts sont négligeables estiment les participants. Ceux qui sont à l'extérieur se plaignent d'avoir perdu leur emploi depuis les événements du 11 septembre et la guerre contre l'Iraq.

iv) Insécurité. «De nos jours, on ne peut rien faire contre l'insécurité, dit un participant qui se présente comme un ancien policier. Les bandits ont des armes sophistiquées. Le peuple est livré à lui même. Les policiers se transforment en gang, en bandits et tuent la population. Des véhicules de police, portant l'immatriculation de la police, transportent des policiers parfois en cagoule, parfois à visage découvert, qui vont perpétrer des actes de banditisme, de vol et d'assassinat. La population ne fait pas confiance aux policiers parce qu'ils se comportent en ennemis de la population».

«Plusieurs jeunes du quartier sont des «Zenglendos». Beaucoup de jeunes filles préfèrent les zenglendos car ceux-ci peuvent leur donner de l'argent. Les jeunes honnêtes sont fauchés».

«Je fus policier et j'étais toujours frustré de voir que les jeunes filles valorisaient beaucoup plus les bandits que les policiers. C'est pour cela j'étais intraitable avec les bandits».

v) Prostitution. «La situation et les «circonstances» portent les jeunes filles à se prostituer».

«Une jeune écolière qui trouve quelqu'un qui veut collaborer avec elle, qui est disposé à payer l'écolage, le transport et lui donner un peu d'argent de poche se voit obligée de se donner à cet homme».

«La prostitution tend à se généraliser, ce, malgré le problème du SIDA. Certains jeunes utilisent le préservatif, d'autres non».

vi) Solidarité quand il y a un «cas». De très rares fois, si quelqu'un meurt, nous faisons une cotisation pour organiser les funérailles.

Pour les cas d'inondation, les victimes se débrouillent seules. Si quelqu'un ou un groupe a des relations personnelles au niveau du ministère de l'Intérieur (au bureau de la protection civile) ou au ministère des travaux publics, il peut bénéficier d'une aide de 2 000 à 2 500 gourdes.

«En fait, précise un participant, il s'agit d'un mécanisme de corruption. Des dirigeants d'organisations reçoivent de l'argent de la part d'un ministre au nom des sinistrés, distribuent une petite partie à qui il veulent et empochent le reste. Les vraies victimes ne bénéficient d'aucune aide en général».

e) Propositions et recommandations

«A l'impasse la Paix nous devons résoudre les problèmes d'électricité, d'eau et de téléphone. Nous avons un comité de 15 membres disposés à collaborer avec des institutions qui peuvent nous aider, ceci avec le consentement de la population».

«Ceux qui aspirent à être candidats, ajoute le même intervenant, doivent faire quelque chose pour la population s'ils veulent obtenir son appui à l'avenir».

«Des rencontres comme celle-ci sont importantes pour sensibiliser les gens sur leurs problèmes».

«A Cité Plus, les gens veulent cotiser pour l'amélioration de la situation. Des efforts devront être faits pour résoudre le problème de téléphone».

«Lorsque des études (comme celle-ci) sont réalisées dans la zone, nous gardons l'espoir que quelque chose sera fait».